

Je voudrais interroger le ministre sur la politique que préconise le gouvernement en général. Approuve-t-il les méthodes d'Air Canada? Entend-il intervenir dans ce dangereux précédent afin de s'assurer que les femmes soient traitées équitablement en matière d'emploi, principe que le gouvernement semble préconiser?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je prends bonne note de la question et verrai à ce que les dirigeants d'Air Canada soient mis directement au courant des instances qu'a présentées la députée.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS DE BOIS DE CHARPENTE AUX ÉTATS-UNIS

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, le gouvernement a abandonné la compagnie Domtar ainsi que des centaines de travailleurs canadiens comme s'il jettait des miettes aux loups qui hurlent au sud de la frontière. Voilà maintenant qu'à la demande des États-Unis, le gouvernement jettera encore des milliers de Canadiens au chômage en concluant un accord secret concernant les exportations de bois d'œuvre canadien aux États-Unis. Le ministre chargé du Commerce international peut-il dire à la Chambre si son homologue américain a demandé que le gouvernement du Canada favorise l'établissement de contingents volontaires pour les exportations de bois d'œuvre aux États-Unis?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir répondre à la question du député. Justement, des représentants de mon ministère et de ceux de M. Brock se sont entretenus ce matin à Ottawa. Nous avons longuement discuté du problème qui intéresse les deux pays à l'heure actuelle, et je peux assurer au député qu'il n'a jamais été question, ni d'une façon ni d'une autre, de restrictions volontaires ou d'accords de ce genre.

LA RENCONTRE PROCHAINE DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, je poserai ma question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a affirmé il y a quelques semaines que si la question n'était pas réglée rapidement elle serait à l'ordre du jour de la réunion du 17 mars prochain. La question n'a pas été résolue. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait-il nous dire maintenant si les deux pays sont convenus d'inscrire à l'ordre du jour de la réunion du 17 mars les exportations de bois d'œuvre canadien aux États-Unis? Pourrait-il aussi confirmer que le gouvernement canadien est d'avis que le Canada ne peut accepter ni de contrôles volontaires ni de restrictions imposées de l'extérieur sur nos exportations de bois d'œuvre?

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je constate que le député est favorable à la rencontre au sommet entre le premier ministre du Canada et le président des États-Unis. Je dois dire que je suis assez étonné qu'un membre du parti libéral soit favorable à une démarche positive entreprise par le Canada de concert avec les États-Unis. Sans doute que depuis la remontée de M. MacEachen, c'est le genre de changement auquel il faudra s'habituer.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Je confirme l'engagement que j'ai pris à la Chambre il y a quelques semaines à savoir que si la question n'est pas réglée, elle figurera à l'ordre du jour des entretiens qui auront lieu à Québec entre le président et le premier ministre ou entre M. Shultz et moi-même.

* * *

AIR CANADA

LA FERMETURE DES BUREAUX DE REGINA—LE TRAITEMENT INFLIGÉ AUX EMPLOYÉS FÉMININS

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Transports à propos du traitement qu'Air Canada fait subir à ses employés féminins. Le ministre savait-il que, selon les renseignements figurant dans un dossier confidentiel intitulé «Opération Saskatchewan» concernant la fermeture de bureaux de cette société à Regina, Air Canada a fait en sorte que ses employés féminins mariés ne puissent déménager à Winnipeg et que, dans ses recherches en prévision de la fermeture de ses bureaux, elle a recueilli des renseignements sur tous ses employés selon l'âge, l'état matrimonial et le sexe?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je n'ai jamais entendu parler de rien de tel, mais je vais certes tâcher de me renseigner.

LA POLITIQUE À L'ÉGARD DES FEMMES MARIÉES

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, si le ministre découvrirait que la société Air Canada se fonde sur l'âge, l'état matrimonial et le sexe pour prendre des décisions concernant ses employés, fera-t-il en sorte qu'elle déroge à la politique qui consiste à ne plus offrir d'emplois à temps complet aux femmes mariées dans ses négociations avec ses employés auxquelles le député de Vancouver-Est a fait allusion? Le gouvernement va-t-il ordonner à Air Canada de s'assurer que les femmes mariées ont bel et bien le droit d'occuper des emplois à temps complet convenablement rémunérés?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, j'ai déjà dit au député que je me renseignerais et que je ferais rapport de mes démarches à la Chambre. Sauf erreur, il existe actuellement un comité interministériel qui est chargé d'étudier le problème du travail à mi-temps.